

Survivre et tuer

L'irruption des ADF dans les territoires
d'Irumu, Mambasa et Lubero



Ebuteli est un institut congolais de recherche sur la politique, la gouvernance et la violence. Ebuteli (« escalier », en lingala) se donne pour mission de promouvoir, à travers des recherches rigoureuses, un débat informé pour trouver des solutions aux nombreux défis auxquels la RDC est confrontée. Dans un environnement très souvent obscurci par des rumeurs faciles à propager, Ebuteli espère que son travail contribuera à un débat éclairé sur les questions de grande importance nationale.

L'ensemble de nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur : <https://www.ebuteli.org>

« Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) a été fondé en 2015 afin de promouvoir une recherche rigoureuse et indépendante sur la violence qui affecte des millions de Congolais. Cela nécessite une approche large. Pour nous, les racines de cette violence se trouvent dans une histoire de gouvernance prédatrice qui remonte à la période coloniale et qui relie les versants des collines du Kivu aux intrigues politiques et à la corruption à Kinshasa, ainsi que dans les capitales d'Europe, de Chine et d'Amérique du Nord. Aujourd'hui, les recherches du GEC visent à expliquer à un large public les interactions complexes entre la politique, la violence et l'économie politique au Congo. »

<https://cic.nyu.edu/program/congo-research-group/>

Illustration :

« Ce rapport a été réalisé grâce à un financement de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida) »

Contenu

Résumé	5
Méthodologie	7
Introduction : une histoire ougandaise devenue congolaise	8
Beni : l'enracinement des ADF	12
L'instrumentalisation des conflits locaux	14
Irumu : le difficile ancrage des ADF	15
L'Opération Shujaa et l'impact sur la population	19
Mambasa : une collaboration limitée	21
La forêt-refuge	26
Lubero : nouveau foyer des massacres	27
Conclusion	29
Recommandations	32

Glossaire

ADF	Forces démocratiques alliées (Allied Democratic Forces)
AFDL	Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre
APC	Armée du Peuple Congolais
Codeco	Coopérative pour le développement du Congo (groupe armé)
RDC	République démocratique du Congo
EI	L'État islamique (<i>Islamic State of Iraq and Syria</i>)
FARDC	Forces armées de la République démocratique du Congo
FPP/AP	Front des Patriotes pour la Paix/Armée du Peuple
M23	Mouvement du 23 mars
MONUC	Mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
MPA	Mouvement patriotique d'autodéfense
NALU	Armée national pour la libération de l'Ouganda
NDC-Rénové	Nduma Defense of Congo-Rénové Organisation intergouvernementale
OIG	Organisation non gouvernementale
ONG	Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation
P-DDRCS	Réserve armée de la défense
RAD	Rassemblement congolais pour la démocratie
RCD	Rassemblement congolais pour la démocratie/Kisangani-Mouvement de Libération
RCD/K-ML	Forces rwandaises de défense (Rwanda Defence Force)
RDF	Force de défense du peuple ougandais (Uganda People's Defence Forces)
UPDF	Union des Patriotes pour la Libération du Congo
UPLC	Volontaires pour la défense de la patrie

Résumé

À partir de 1995 et pendant près de trois décennies, les Forces démocratiques alliées (ADF), une rébellion islamiste d'origine ougandaise, se sont ancrées presque exclusivement sur les territoires de Beni, dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), où elles avaient développé de solides relations avec certaines communautés locales.¹ Mais à la suite d'opérations organisées contre elles par les Forces armées de la RDC (FARDC) fin 2019, puis de manière encore plus nette et rapide à partir du début de l'opération conjointe des FARDC et de l'armée ougandaise (UPDF) dite *Shujaa*, en novembre 2021, les ADF ont progressivement fui vers les territoires d'Irumu, puis de Mambasa, et enfin de Lubero, en continuant de perpétrer ces massacres.

Ce rapport constitue une étude de cas des stratégies d'adaptation d'un groupe extrémiste violent lorsque confronté à des opérations militaires. Il explique notamment comment les ADF ont fui de leur bastion - le territoire de Beni - vers la province de l'Ituri et d'autres territoires nouveaux pour eux. Le groupe islamiste a perpétré des massacres à grande échelle dans ces nouvelles zones d'influence. La logique de ces massacres n'est pas fondamentalement nouvelle. : depuis 2013, ce groupe est responsable de certaines des violences les plus atroces commises en RDC, perpétrée pour recruter et saper la légitimité des gouvernements qui le combatte.

Cette violence permet également au groupe d'endoctriner davantage ses propres combattants, de se prévaloir d'actions auprès de l'État islamique (EI), auquel il a prêté allégeance et de punir la population locale qu'il accuse de collaborer avec les forces loyalistes.

Mais l'utilisation de la violence s'est renforcée à mesure que les ADF pénétraient dans des zones nouvelles. Elles

¹ Groupe d'étude sur le Congo (GEC), *Qui sont les tueurs de Beni ?*, Rapport d'enquête No 1, mars 2016, disponible sur : <https://files.ebuteli.org/assets/2b705cd6-3ae4-4354-a794-924644a66c7b>.

étaient précédées d'une réputation de tueurs et n'avaient pas tissé de liens durables avec les communautés locales, si bien que la violence demeurait l'une des rares ressources à leur disposition pour assurer leur survie, notamment pour obtenir des biens de première nécessité et des recrues.

Les opérations impliquant l'infanterie au sol, qui ont duré plusieurs mois, sont les plus grandes réussites de *Shujaa*, mais elles ont été surtout employées dans les zones d'implantation historique des ADF, en territoire de Beni, tandis que les territoires de repli ont été largement laissés à leur merci. À partir de 2022, le manque de troupes s'est aggravé avec le repositionnement de nombreux militaires FARDC vers le sud pour combattre le Mouvement du 23 mars (M23).

Au total et pour l'instant, l'opération *Shujaa* n'a eu de réel impact positif sur les zones proches de la frontière ougandaise - un bilan qui pourrait confirmer que les Ougandais sont plus intéressés par la projection de leur puissance et la protection de leurs intérêts économiques que par la protection des civils.²

Hormis le phénomène ADF lui-même, les pratiques du groupe ont inspiré une mobilisation armée locale, dans une logique d'imitation. Ces groupes, dénommés *Sanga Balende*³, étaient déjà présents sur le territoire de Beni. Mais ce phénomène, comme s'il était dans l'ombre des ADF, a suivi ces derniers sur les territoires d'Irumu et Mambasa - conséquence secondaire, donc, des opérations militaires. Il consiste à perpétrer des tueries visant à créer un climat de terreur afin de pousser les agriculteurs loin des leurs terres, permettant l'accaparement de leurs récoltes.

2 Groupe d'étude sur le Congo (GEC) et Ebuteli, L'opération *Shujaa* de l'Ouganda en République démocratique du Congo : combattre les ADF ou sécuriser les intérêts économiques ?, 14 juin 2022, disponible sur : <https://files.ebuteli.org/assets/e0aa7b6b-37bc-4d51-88b4-3761e6958c34>.

3 Référence au club de football Sa Majesté Sanga Balende, basé à Mbuji Mayi, dont l'origine de l'usage dans ce contexte est floue.

La présence d'autres groupes armés mieux identifiables complique aussi les opérations. Certains d'entre eux, comme les Mai-Mai Kyandenga sont accusés de complicité avec les ADF. D'autres, comme le Front patriotique pour la paix (FPP)/Kabido qui s'est établi dans le sud du territoire de Mambasa en provenance du Nord-ouest du territoire de Lubero⁴, se présentent comme protecteurs des populations civiles.

Les ADF sont ainsi devenus le pilier de réseaux violents qui se chevauchent et se renforcent mutuellement, exacerbant la crise humanitaire et sécuritaire. Dans un contexte où la crise du M23 semble reléguer les autres conflits au second plan, il est important de rappeler que les ADF demeurent l'un des groupes les plus meurtriers de la RDC.

Méthodologie

Ce rapport s'appuie notamment sur cinquante entretiens semi-structurés réalisés en janvier 2025. Les interviewés ont été sélectionnés pour leurs connaissances des ADF, de leurs actions, des impacts, de leurs déplacements et des mesures prises par le gouvernement. Ils incluent des chercheurs, des paysans, des acteurs de la société civile, des humanitaires, des autorités civiles et militaires au Nord-Kivu et en Ituri.

Ce rapport s'appuie également sur des documents publics, dont des rapports d'ONG et d'OIG, des publications scientifiques de recherche et des documents officiels.

⁴ Entretien avec un enseignant, Biakato, le 14 janvier 2025.

Introduction : une histoire ougandaise devenue congolaise

Les ADF sont présents en RDC depuis trois décennies. Ces dernières années, ils ont été de loin le plus meurtrier des groupes présents dans le pays.⁵ Leurs massacres s'étendent aux territoires de Beni et Lubero au Nord-Kivu et aux territoires voisins d'Irumu et Mambasa en province de l'Ituri.

Cette rébellion ougandaise créée en septembre 1995, est issue d'une alliance entre une faction Tabliq-Salafiste dirigée par Jamil Mukulu, représentée par Yusuf Kabanda, et le commandant Ali Ngaimoko de la National Army for the Liberation of Uganda (NALU), groupe ougandais dont les motivations étaient plus liées à des revendications autonomistes locales en Ouganda que religieuses.⁶ Leur formation a bénéficié du soutien des services de renseignement soudanais et congolais, avec l'objectif initial de prendre le pouvoir à Kampala.

Au déclenchement de la première guerre du Congo, en 1996, les ADF-Nalu vont se retrancher dans un premier temps dans la zone forestière des chefferies et secteurs des Watalinga et du Ruwenzori dans l'est du territoire de Beni.

Ces entités sont frontalières de l'Ouganda, leur permettant de mener des attaques sur le sol ougandais. Le groupe noue des liens étroits avec les communautés locales et les entrepreneurs politiques à Beni, militarisant ainsi efficacement les conflits locaux. Divers groupes ont puisé dans les ressources des ADF-Nalu pour intimider leurs rivaux et faire valoir leurs intérêts.⁷

5 Ils étaient le groupe le plus meurtrier pour les civils, au moins jusqu'au début de l'année 2025 et l'expansion du M23 et de l'armée rwandaise, dont la prise de Goma et Bukavu. Le nombre de civils tués à ces occasions demeure incertain.

6 Congo Research Group, *Inside the ADF : A Glimpse into the Life and Operations of a Secretive Jihadi Armed Group*. New York : Center on International Cooperation, 2018, disponible sur <https://www.congoresearchgroup.org/wp-content/uploads/2018/11/Inside-the-ADF-Rebellion-14Nov18.pdf>

7 Congo Research Group (CRG), *Mass Killings in Beni Territory : Political Violence, Cover Ups, and Cooptation, Investigative Report No 2*, New York, NYU Center on International Cooperation, septembre 2017, disponible sur : <http://congoresearchgroup.org/wp-content/uploads/2017/09/CRG-Beni-2017-report-updated.pdf>.

L'armée ougandaise, présente sur le sol congolais au cours de ce conflit, va s'associer à une rébellion congolaise alliée, le Rassemblement congolais pour la démocratie/ Kisangani-Mouvement de Libération (RCD/K-ML), pour mener l'opération *Mountain sweep* contre les ADF-Nalu. Mais mis à part quelques abus entre 1996 et 1998, le groupe a globalement épargné la population civile congolaise au moins jusqu'en 2005. Des personnes interrogées au cours de cette recherche témoignent les avoir connus à Eringeti entre 1995 et 2005 alors qu'ils fréquentaient régulièrement le marché pour se procurer des biens et services. Certains d'entre eux participaient au culte musulman à la mosquée de cette ville.

En décembre 2005, la Mission d'observation des Nations unies au Congo (MONUC) et les FARDC lancent à leur tour l'opération *North Night Final* contre les bases des ADF-Nalu. Les principaux camps sont alors détruits et environ 90 combattants sont tués.⁸ Cependant les principaux leaders du groupe parviennent à s'échapper. Ils se focalisent alors sur les trafics lucratifs entre la RDC et l'Ouganda et commettent peu d'attaques en Ouganda.⁹ Après ces opérations et à la suite de pourparlers avec le régime ougandais, les ADF perdent leur composante

Nalu dont les principaux animateurs reviennent en Ouganda¹⁰ : le Président Museveni reconnaît, en 2008, l'existence du royaume de Rwenzururu, répondant ainsi à l'une de leurs principales revendications. La même année, les ADF restés en RDC entament des pourparlers de paix avec le gouvernement de Kampala. Ils semblent alors surtout préoccupés par une réintégration socio-économique en Ouganda. Toutefois, en août 2009, les négociations échouent.

Le groupe redevient actif en 2010.¹¹ Ses membres se livrent alors à des enlèvements de jeunes de la partie Est du territoire de Beni pour renforcer leurs rangs. Ils sont aussi responsables de l'enlèvement du médecin de l'hôpital général de référence d'Oïcha, des prêtres catholiques de Mbau et de pillages et d'incendies de villages. Le 25 avril

8 ICG, L'Est du Congo : la rébellion perdue des ADF-Nalu, Briefing Afrique n° 93, Nairobi/ Bruxelles, 19 décembre 2012, disponible sur : <https://www.files.ethz.ch/isn/157022/b093-est-du-congo-la-rebellion-perdue-des-adf-nalu.pdf>

9 Idem

10 ReliefWeb, « Over 5,000 former rebels to join Ugandan army : report », 8 août 2005, disponible sur : <https://reliefweb.int/report/uganda/over-5000-former-rebels-join-ugandan-army-report>.

11 ICG, L'Est du Congo : la rébellion perdue des ADF-Nalu, op.cit.

2010, les ADF attaquent le camp militaire de Nyaleke¹², près de Beni. Deux mois plus tard, les FARDC déclenchent l'opération *Safisha Ruwenzori* en collaboration avec la Monusco. Cette offensive va permettre aux troupes congolaises de prendre plusieurs camps des ADF ainsi que de couper leurs principales lignes logistiques. Mais les ADF frappent les FARDC à Mukoko, près d'Oïcha, sur le territoire de Beni, en mars 2012. En réaction, l'armée et la Monusco déclenchent l'opération *Radi Strike*. Toutefois, l'opération est suspendue dès le 11 avril 2012 par le président Joseph Kabila dans le contexte d'une nouvelle crise dans le « petit Nord » du Nord-Kivu : le M23 est lancé par des déserteurs de l'armée congolaise et devient une priorité.

Le M23 est finalement défait une première fois en 2013. Le gouvernement congolais décide alors de reprendre les opérations contre les ADF en 2014. La Monusco, et notamment son aviation, vient en appui et bombarde les camps des ADF. De nombreux combattants et dépendants sont tués et le groupe est proche de l'anéantissement. Les survivants se dispersent. Le commandant du groupe Jamil Mukulu va prendre la fuite avant d'être arrêté en 2015 en Tanzanie et extradé vers l'Ouganda.

Musa Seka Baluku lui succède à la tête du groupe. Sous son commandement, le groupe va intensifier les massacres contre les civils, et prête allégeance à l'État islamique (EI) en 2017. En octobre 2019, Félix Tshisekedi, devenu président de la RDC, annonce le lancement d'une « opération de grande envergure » contre les ADF, principalement sur le territoire de Beni. En représailles, les ADF multiplient les massacres de civils.

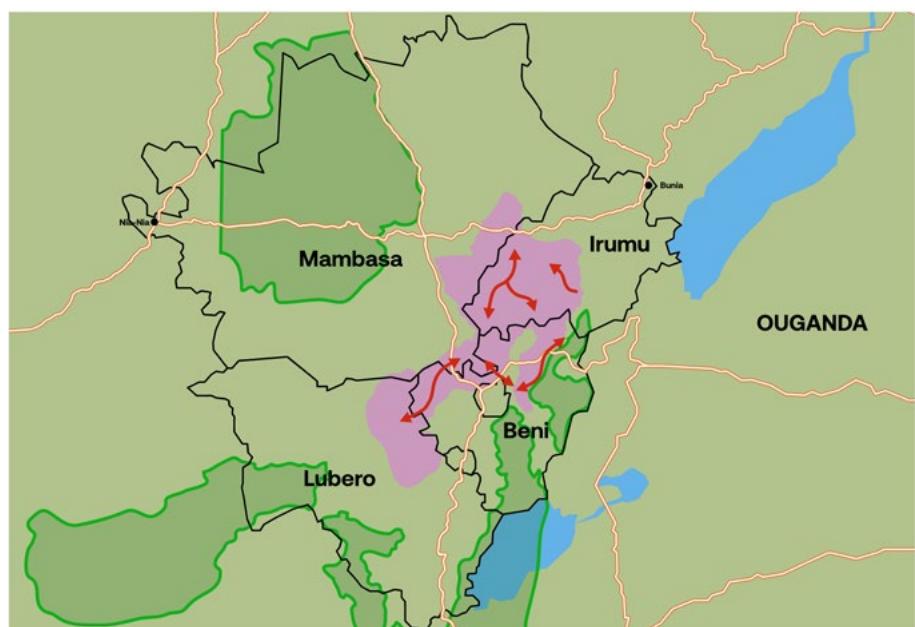
Le 16 novembre 2021 les ADF commettent un double attentat à Kampala, faisant six morts. Le président Tshisekedi autorise alors l'armée ougandaise à intervenir pour les combattre sur le sol congolais. C'est le début de l'opération *Shujaa*.

Elle aura un réel impact sur les ADF, qui vont subir de nombreuses pertes. Depuis 2024, leurs six principaux camps se seraient déplacés et auraient fusionné en trois camps plus grands dont celui de Madina dirigé par Seka Baluku. Ceux dirigés par les commandants Tabani, Braida

¹² Radio Okapi, « Beni : 5 morts dans une attaque au centre de Nyaleke », 7 août 2015, disponible sur : <https://www.radiookapi.net/actualite/2010/04/25/beni-5-morts-dans-une-attaque-au-centre-de-nyaleke>.

et Defender ont fusionné à la suite de la de Braida. Le camp du commandant Ahmed Mahmoud Hassan, dit Abuwakasi, s'est déplacé vers le territoire de Lubero.¹³

Les ADF ont été forcées d'adapter leur stratégie à ce défi pour devenir plus mobiles et investir les zones forestières plus reculées, pour tenter d'échapper aux attaques de l'armée ougandaise. Comme on peut le voir, tout au long de leur histoire, les ADF ont souvent eu recours à la violence contre les populations locales, pour diverses raisons : endoctriner leurs propres combattants, punir les civils pour avoir collaboré avec leur ennemi et faire de la propagande pour recruter à l'étranger. Ces dynamiques de violence varient toutefois en fonction des relations entre le groupe et la population locale, que nous détaillons dans les sections suivantes.



Mouvements des ADF dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, Janvier 2025 (source : Ebuteli)

¹³ Nations unies, *Rapport à mi-parcours du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo*, décembre 2024, document du Conseil de sécurité, S/2024/969, disponible sur : <https://www.securitycouncilreport.org/un-documents/document/s-2024-969.php>.

Beni : l'enracinement des ADF



Les ADF sont présents sur le territoire de Beni depuis 30 ans avec des moments de plus ou moins grande activité. Lors des premières années, les ADF opéraient principalement dans le secteur de Ruwenzori. À la suite de l'opération *Mountain Sweep*, menée contre eux par l'armée ougandaise (UPDF) et l'Armée du Peuple Congolais (APC, branche armée de la rébellion du RCD/K-ML) en 1999, les combattants ADF vont s'installer dans la zone d'Eringeti¹⁴. Ils s'y lancent dans l'exploitation du bois et de l'or, notamment avec l'accompagnement de chefs locaux et en entretenant des relations avec les populations locales, particulièrement avec les communautés dites minoritaires, comme les Vuba et Bapakombe¹⁵. Les enfants de certaines familles régnantes coutumières rejoignent alors cette rébellion ougandaise, ou se lient avec eux. En général leurs relations avec les communautés locales étaient cordiales pendant cette première période d'installation. « *Chaque vendredi, ils venaient pour la prière dans les mosquées et ils venaient se ravitailler au marché chaque jeudi à Mavivi, samedi à Oïcha et lundi à Eringeti* »,¹⁶ témoigne un de nos interlocuteurs. Les ADF collaboraient aussi avec certains agents des services de l'État.

Cette relation change profondément après que les ADF ont été la cible de l'opération *North Night Final* en 2005 et qu'elles ont perdu leur composante Nalu. Les éléments ADF restants vont commencer à commettre des abus sur les populations, notamment à partir de 2008-2009. Certains habitants sont alors obligés de se déplacer par crainte d'être enrôlés par force dans la rébellion.¹⁷ C'est dans ce contexte que les FARDC lancent de nouvelles opérations en 2010, en 2012 et – les plus grandes à ce jour – les opérations Sukola I en 2014. Suite à ces attaques, les ADF deviennent plus agressives envers la population, en pratiquant notamment des enlèvements de civils. La plupart

¹⁴ Kristof Titeca et Koen Vlassenroot, « Rebels without borders in the Rwenzori borderland? A biography of the Allied Democratic Forces », *Journal of Eastern African Studies*, vol. 6, n° 1, 2012, p. 154-176, disponible sur : <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/17531055.2012.64708#hle314>.

¹⁵ Congo Research Group, *Mass Killings in Beni Territory : Political Violence, Cover Ups, and Cooption*, op.cit.

¹⁶ Entretien avec un fidèle musulman, Oicha, le 21 janvier 2025.

¹⁷ Entretien, Eringeti, le 12 janvier 2025.

des interlocuteurs s'accordent à dire que les massacres à grande échelle commencent en novembre 2013 avec la tuerie de vingt-trois civils à Kikingi (groupement Bolema en secteur de Ruwenzori) au moment où les FARDC se préparaient à lancer l'opération Sukola I.

Avec ce changement de relations, l'ancrage socio-économique des ADF devient plus difficile, mais elles maintiennent des collaborations de diverses sortes avec des acteurs sociaux et économiques. Pendant des années, elles ont été impliquées dans la contrebande entre la RDC et l'Ouganda. Grâce à leurs revenus, elles auraient mis en place des activités commerciales par l'entremise de collaborateurs dans les cités de Beni, Eringeti et Butembo. Ces collaborateurs sont de trois ordres. Les fournisseurs : des commerçants et transporteurs qui leur vendent des biens et services, dont notamment de la nourriture et des médicaments. Leurs relations peuvent être plus ou moins profondes et conscientes. « *Au début, les contacts avec ce groupe se passaient par des relations commerciales, moyens qui avaient l'air légaux. Les civils ne se doutaient pas qu'ils participaient à un réseau criminel. C'est souvent longtemps après qu'ils s'en rendaient compte* », témoigne ainsi un connaisseur de leur fonctionnement.¹⁸

Le deuxième type des collaborateurs, sont les pisteurs. Ils sont souvent recrutés contre la promesse de paiements en espèces ou en nature (cacao) ou de force.

Le troisième type de collaborateurs sont des militaires FARDC et parfois leurs dépendants qui détournent les armes et munitions de l'armée pour les vendre aux ADF - parfois contre des paiements en nature. Si les relations avec ces trois types de collaborateurs se sont tendues à la suite de l'offensive de 2014, elles ont néanmoins persisté.

18 Entretien, Oicha, le 21 janvier 2025.

L'instrumentalisation des conflits locaux

Les ADF se sont aussi immiscées dans des conflits locaux et profitent de ceux-ci pour recruter et exister.¹⁹ Par exemple, dans les groupements Batangi-Mbau et Bambuba-Kisiki, il existe une contestation des lignées nande régnantes sur le sol mvubà (Mbuba). « *Les Mvuba estiment que les Nande (Batangi et Basukali) sont des usurpateurs du pouvoir, explique ainsi un catéchiste. Il y a aussi les terres mvuba qui sont cultivées en grande partie par les Nande. Même s'ils ont acheté ces terres, les Mvuba estiment que les Nande jouissent indûment et sans partage de leurs terres.* »²⁰

Des tensions similaires existent aussi entre la communauté Pakombe et les Nande, et dans le passé des miliciens Bapakombe ont collaboré avec les ADF.²¹

Ce type de conflit local serait à l'origine de l'adhésion de jeunes Mvuba aux ADF et expliquerait en partie l'imbrication des ADF avec des chefs locaux. Par exemple, « *dans la localité Bakila Tenambo, il y a des fils de la famille régnante qui sont des membres actifs des ADF qui parfois menacent le chef pour obtenir une part de leurs redevances* », explique le même interlocuteur²². Un autre chef de village a été plusieurs fois cité comme étant un collaborateur des ADF. Il a été interpellé par la justice militaire à Beni, en 2023, pour ce motif, avant d'être relâché, faute de preuves et de témoins à charge²³. Avant lui, deux autres chefs ont été jugés devant la cour militaire opérationnelle à Beni pour complicité avec ADF dont l'un a été condamné à la peine capitale à Beni. Transféré à la prison d'Angenga, il s'est évadé²⁴, puis a été rattrapé à Etingeti. Il a trouvé la mort en détention à Beni.²⁵

Cet ancrage se manifeste aussi par les liens que les ADF nouent avec les groupes armés locaux. Parmi eux, les Mai-Mai Kyandenga sont les plus connus.

19 Voir aussi *Mass Killings in Beni Territory : Political Violence, Cover Ups, and Cooptation*, op.cit.

20 Entretien avec un chrétien catholique, Oicha, le 21 janvier 2025.

21 Congo Research Group, *Mass Killings in Beni Territory : Political Violence, Cover Ups, and Cooptation*, op.cit., p.49 et 59.

22 Entretien avec un religieux, Oicha, le 21 janvier 2025.

23 Entretien avec un infirmier en secteur Beni-Mbau, Oicha, le 21 janvier 2025.

24 Radio Okapi, « Évasion des ADF à Angenga : l'auditeur militaire et le directeur de la prison transférés à Mbandaka », 28 avril 2020, disponible sur : <https://www.radiookapi.net/2020/04/28/actualite/securite/evasion-des-adf-angenga-lauditeur-militaire-et-le-directeur-de-la->.

25 Agence congolaise de presse (ACP), « Nord Kivu : décès à Beni de Mwami Samuel Borosso du groupement Bambuba Kisiki », 26 juillet 2020, disponible sur : <https://acp.cd/province/nord-kivu-deces-a-beni-de-mwami-samuel-borosso-du-groupement-bambuba-kisiki/>.



Depuis 2019, ce groupe servirait de guide aux ADF dans la partie Ouest et Sud-Ouest du secteur de Beni-Mbau²⁶. Les ADF ont envoyé des instructeurs dans leurs bases à Ndombi et Samboko. De Samboko, les

Mai-Mai Kyandenga ont déménagé jusqu'à la partie frontalière de la province de l'Ituri, en érigeant des bases à Butane, une colline qui surplombe la localité de Bwanasura-Otomaber. C'est là que les ADF amenaient leurs blessés pour les faire soigner (Kyandenga était en effet connu comme étant un guérisseur traditionnel). C'est aussi à partir de ce village que les Maï-Maï Kyandenga lançaient des attaques dans le secteur de Beni-Mbau, à la limite avec la province de l'Ituri²⁷.

Plusieurs interlocuteurs ont aussi mentionné le phénomène *Sanga Balende*. Il s'agirait de jeunes voleurs de cacao qui utilisent les mêmes modes opératoires que les ADF pour terroriser et faire fuir les agriculteurs et s'emparer de leurs récoltes. Certains d'entre eux seraient des membres des FARDC²⁸.

Comme nous venons de le voir, le territoire de Beni a été l'aire d'ancrage historique des ADF. Toutefois, à la suite des opérations Sukola I soutenues par la Monusco en 2014, puis des opérations de « grande envergure », de 2019-2020, et surtout de l'opération conjointe *Shujaa* avec l'armée ougandaise, les ADF ont progressivement fui vers l'Ituri. Dans la partie suivante, nous explorons l'arrivée de ce groupe armé sur le territoire d'Irumu et les stratégies qu'il a mises en œuvre pour s'y implanter.

26 Entretien avec le chef d'un village et déplacé, Oicha, le 13 janvier 2025.

27 Entretien avec un agent de sécurité, Luna, le 15 janvier 2025.

28 Entretien avec un conducteur de moto-taxi sur les axes Eringeti-Kainama et Eringeti-Komanda, Eringeti, le 15 janvier 2025. À ce sujet, lire Jaribu Muliwavyo, *Géopolitique de la guerre des Forces démocratiques alliées*, L'Harmattan, Paris, 2024, p. 70.

Irumu : le difficile ancrage des ADF

En 2014, les FARDC avaient lancé l'opération Sukola I par le général Bahuma Ambamba avec l'appui de la Monusco dont l'aviation va bombarder les camps des ADF. Le groupe est alors presque détruit et beaucoup de ses combattants et de leurs dépendants sont tués. Ceux qui survivent se déplacent et étendent leur rayon d'action.

C'est ainsi qu'ils vont multiplier les incursions sur l'axe Eringeti Kainama et trouvent refuge dans des villages du territoire d'Irumu en province de l'Ituri dont Kabrique, Katabey et Ndalya. Ils perpétrent des massacres dans la chefferie des Walese-Vonkutu pendant au moins quatre ans sans toucher le reste du territoire d'Irumu. Au-delà de cette violence, les ADF seront visibles à Mugulumugulu et à Malibongo où ils vont exploiter le bois et l'or qu'ils vont revendre à travers leurs collaborateurs, dont des commerçants des grandes agglomérations. En retour, ils obtiendront des produits manufacturés et pharmaceutiques²⁹. En certains endroits de la chefferie des Walese-Vonkutu, ils vont même faire payer une taxe aux exploitants de bois.

Fin 2019, après une longue période de pause qui avait suivi la mort du général Bahuma Ambamba, les opérations contre les ADF sont relancées sous le label d'opérations de grande envergure³⁰. C'est à ce moment qu'elles vont étendre leur présence dans le territoire d'Irumu notamment dans les chefferies des Banyali-Tchabi et une partie de la chefferie des Bahema-Boga-Mitego³¹, hors de portée des opérations. Celles-ci vont s'essouffler et ne poursuivront pas les ADF dans ces nouvelles implantations loin de Beni. Le territoire d'Irumu en Ituri devient alors un autre fief des ADF, qui peuvent s'y déplacer sans être vraiment inquiétés. Des massacres vont être commis sur ce territoire presque quotidiennement, comme sur le territoire de Beni³². Dans cette dynamique ADF, le territoire d'Irumu devient ainsi un prolongement du territoire de Beni, dont

29 Entretien avec un infirmier en secteur Beni-Mbau, Oicha, 21 janvier 2025.

30 *Radio Okapi*, « Nord-Kivu : les FARDC lancent "la dernière opération militaire pour restaurer la paix et la sécurité" », 14 janvier 2008, disponible sur : <https://www.radiookapi.net/2018/01/14/actualite/securite/nord-kivu-les-fardc-lancent-la-derniere-operation-militaire-pour>.

31 Entretien avec un leader communautaire, Tchabi, le 15 janvier 2025.

32 Entretien avec un leader communautaire, Tchabi, le 15 janvier 2025.

certaines parties partagent du reste avec lui une relative homogénéité culturelle du fait de l'implantation de la communauté Nande.

Les ADF ont toutefois rencontré plus de difficultés à s'ancrer dans le tissu social de ce territoire et à profiter des conflits locaux que sur le territoire de Beni. Deux explications à cela. Tout d'abord, l'ancrage territorial et communautaire nécessite un temps long que les ADF n'ont pas eu, étant donné qu'ils sont arrivés en fuyant des opérations, sans chercher à se sédentariser immédiatement pour éviter que leurs installations permanentes ne soient prises pour cible. Deuxièmement, les ADF arrivent en Ituri avec la réputation d'être les tueurs de Beni. Les chefs de la communauté Lese, prépondérante dans cette zone, semblent notamment avoir été beaucoup plus réticents à nouer des relations avec eux que ceux des communautés du territoire de Béni comme l'affirmait un interlocuteur : « *Démographiquement nous sommes moins nombreux et depuis que les ADF sont arrivées, nous sommes massacrés, car nous n'avons pas où partir. Par exemple, les Nande fuient vers chez-eux au Nord-Kivu, mais nous, chez-nous c'est ici et nous préférons mourir sur les terres de nos ancêtres* »³³. C'est essentiellement de force et au moyen d'enlèvements que les ADF ont pu recruter au sein de cette communauté.

Toutefois et malgré ces défis, les ADF ont pu bénéficier d'une collaboration de certains leaders de groupes armés locaux. Parmi les groupes présents dans la zone, on peut citer d'une part les *Chini ya Tuna*, majoritairement issus de la communauté Bira, qui disent combattre l'envahissement de leurs terres par les Nande venus du Nord-Kivu. Et d'autre part, les Mai-Mai Kyandenga déjà cités. Selon un chef de localité de la zone, ces derniers étaient bien accueillis par la plupart des agriculteurs, en particuliers les Nande, car Kyandenga disait venir combattre les ADF. « *Démographiquement, nous sommes moins nombreux, et depuis que les ADF sont arrivées, nous sommes massacrés, car nous n'avons nulle part où aller. Par exemple, les Nande fuient chez eux, au Nord-Kivu, mais nous, notre chez-nous, c'est ici, et nous préférons mourir sur la terre de nos ancêtres.* »³⁴

Les ADF ont aussi recruté des membres de la communauté Banyabwisha vers les localités de Tchabi et Boga au

33 Entretien avec un acteur de la société civile, Luna, le 15 janvier 2025.

34 Entretien avec le chef de localité dans le secteur Beni-Mbau et agriculteur dans la chefferie des Balese-Vunkutu, Oïcha, le 13 janvier 2025.

début de leur expansion dans la zone. Comme d'autres communautés migrantes, les agriculteurs Banyabwisha, membres de la communauté Hutu venus des territoires de Rutshuru et Masisi, se sont déplacés pour trouver des terres arables à des prix relativement bas. Arrivés sur le territoire d'Irumu, ils ont acheté des terres auprès de membres de la communauté locale Lese. Toutefois, une fois les terres mises en valeur, les vendeurs ont estimé que le prix de vente n'était pas juste et une partie d'entre eux a demandé une renégociation. Les ADF ont profité de ces conflits pour recruter certains Banyabwisha en leur promettant de leur garantir l'accès à leurs champs : « *Les ADF ont eu le soutien des certains Banyabwisha qui voulaient sécuriser des terres qu'ils ont achetées. Vers 2018, nous avons constaté la disparition des certains jeunes.*³⁵ » Ces conflits ne sont pas à l'origine de l'activisme des ADF dans la zone, mais ces derniers ont tenté de les instrumentaliser.

Certains Nande, qui avaient quitté Beni précisément pour fuir les massacres des ADF, se sont par ailleurs retrouvés victimes du même groupe sur le territoire d'Irumu. Un agriculteur du secteur Beni-Mbau nous a indiqué qu'il y avait un déplacement de la population locale vers le groupement de Bandavilemba, en chefferie Walese-Vonkutu en Ituri à cause des ADF. Mais le groupe a fini par arriver dans cette chefferie également.³⁶

Les ADF commettent des incursions pendant la période de récolte et emportent avec elles des produits agricoles vivriers notamment, qu'elles peuvent échanger par l'entremise des leurs collaborateurs contre les produits manufacturés et pharmaceutiques. Certains cas d'incendies de produits agricoles ou d'élevage, de véhicules de transport de marchandises ou d'habitations ont été aussi documentés dans plusieurs localités.

Sans être la motivation première du groupe, l'exploitation des richesses d'un territoire particulier pourrait en partie expliquer l'implantation géographique des ADF. Par exemple, la zone du carré de Malibongo-Masini-Mapipa-Zunguluka est restée un bastion des ADF en dépit des opérations les visant, en partie parce qu'elle dispose de ressources agricoles, minières (or) et forestières.

³⁵ Entretien avec un acteur de la société civile, Luna, le 15 janvier 2025.

³⁶ Entretien avec un agriculteur, Beni-Mbau, le 15 janvier 2025.



L'Opération *Shujaa* et l'impact sur la population

Comme nous l'avons vu dans le cas des implantations des ADF à Eringeti et sur le territoire d'Irumu, les mouvements des ADF et la commission de massacres sont historiquement liés aux opérations militaires contre elles. La mobilité est de longue date une des stratégies de survie du groupe lorsqu'il fait face à des offensives.

Elle a toutefois été employée à une échelle plus importante encore depuis le lancement des opérations *Shujaa* par les FARDC et les UPDF en novembre 2021. Dans le cadre de cette opération, l'armée ougandaise, en particulier, a déployé des moyens nombreux et relativement sophistiqués, comme des drones de surveillance Hermes 900, des avions bombardiers, des véhicules blindés de transport de troupes, des véhicules de combat d'infanterie de type BMP, des mortiers automoteurs et des lance-roquette multiples.³⁷

L'artillerie des UPDF, et dans une moindre mesure son aviation, ont largement été employées pour attaquer les camps des ADF, dès lors que ceux-ci étaient repérés. Ces bombardements, peu ciblés, ont fait de nombreuses victimes, notamment parmi les dépendants des ADF, mais ont rarement permis d'atteindre les chefs du groupe. Dans la plupart des cas, les occupants des camps détruits ont pu se rassembler et se déplacer, avant de reformer leurs camps ailleurs, souvent plus loin de la frontière ougandaise et hors de la zone d'opération de *Shujaa*. L'accès à des biens de première nécessité (obtenus principalement par le pillage de villages et champs) et la possibilité d'attaquer des civils semble également avoir déterminé les déplacements des ADF.

Les succès obtenus par *Shujaa*, dont en particulier l'éviction des ADF de certaines de leurs zones d'implantation historique, notamment en territoire de Beni, ont été obtenus essentiellement au moyen de multiples opérations d'infanterie au sol, et ce sur plusieurs mois³⁸. Toutefois, et crucialement, ces opérations au sol ont été beaucoup moins employées pour traquer les ADF dans leurs territoires de repli, où ils ont pu continuer de commettre des massacres.

³⁷ Entretien avec un expert des programmes de contre-insurrection, travaillant sur les ADF pour une fondation privée.

³⁸ Entretien avec le même expert.

La stratégie des ADF, faite de mobilité et de massacres, et qu'on pourrait décrire comme « survivre en tuant », avait été annoncée dès 2014 par Jamil Mukulu, le chef historique des ADF : « *Que les infidèles soient avertis et sachent que tout ce qu'ils font ne restera pas sans réponse, avait-il dit. Et chaque fois que des infidèles tueront un soldat des ADF, les ADF tueront ou exécuteront dix soldats ou civils en représailles. J'espère que les infidèles le savent bien et qu'ils peuvent déjà en témoigner.*³⁹ »

Cette stratégie, visant à effrayer la population et à faire pression sur les autorités, ainsi placées devant leur incapacité à empêcher les massacres, peut être qualifiée de terroriste. Depuis le début de l'opération *Shujaa*, les ADF, qui n'ont plus la puissance de feu nécessaire, ont également cessé de s'attaquer aux institutions étatiques, dont en particulier les positions militaires, pour réserver leurs attaques aux civils.

Par ailleurs, la poursuite de ces tueries leur permet de continuer à alimenter la propagande djihadiste et probablement, ainsi, d'obtenir un soutien, notamment financier, de l'Etat islamique⁴⁰. Selon le groupe d'experts des Nations unies sur le Congo : « *la forte augmentation des attaques des ADF depuis juin 2024 s'est accompagnée d'une augmentation correspondante des revendications de l'EI par le biais de sa province d'Afrique centrale (ISCAP).*⁴¹ »

Entre juin et octobre 2024, Daesh a ainsi revendiqué 111 actions⁴², même si beaucoup de ces revendications ne correspondent pas précisément aux attaques sur le terrain, ce qui suggère une coordination et une communication relativement faibles entre Daesh et l'ADF.

Dans les sections suivantes, nous verrons comment ces stratégies ont été spécifiquement employées, à la suite du début de l'opération *Shujaa*, notamment sur les territoires de Mambasa et Lubero.

39 Congo Research Group, *Inside ADF, Rebellion : A Glimpse into the Life and Operations of Secretive Jihadi Armed Group*, novembre 2018, disponible sur : <https://www.congoresearchgroup.org/wp-content/uploads/2018/11/Inside-the-ADF-Rebellion-14Nov18.pdf>.

40 Caleb Weiss, Ryan O'Farrell, Tara Candland, and Laren Poole, *Fatal Transaction : The Funding Behind the Islamic State's Central Africa Province*, Program on Extremism at George Washington University et Bridgeway Foundation, juin 2023, disponible sur : <https://extremism.gwu.edu/sites/g/files/zaxdzs5746/files/2023-06/fatal-transaction-final.pdf>.

41 Nations unies, Groupe d'experts, *Rapport de décembre 2024*, S/2024/969, disponible sur : <https://docs.un.org/fr/S/2024/969>.

42 *Idem*.



Mambasa : une collaboration limitée

Les ADF ont fait une première incursion au sud du territoire de Mambasa fin 2019 à la suite des opérations de grande envergure. Le 31 décembre 2019, elles vont en effet attaquer le village de Lukaya où elles tuent un civil⁴³. Après s'être repliées vers le territoire de Beni, elles vont revenir au mois de février 2020 pour installer leurs bases et mener des attaques⁴⁴. Cependant, c'est à la suite des opérations *Shujaa* que le groupe s'est dispersé le plus largement sur le territoire de Mambasa en provenance principalement du territoire d'Irumu. Après avoir établi des positions temporaires dans la chefferie des Babilia-Bakwanza, les membres des ADF vont traverser le pont Ituri, marquant la frontière entre les territoires d'Irumu et de Mambasa, au mois d'avril 2022⁴⁵.

Ils vont toutefois rencontrer des difficultés pour nouer des relations avec les communautés locales. Celle-ci semble être limitée à leurs ravitailleurs en nourriture ou en médicaments et à leurs pisteurs. Leur connaissance du terrain les rendent précieux pour le groupe armé, qui lui permettent de naviguer dans ces zones nouvelles pour eux. Mais la plupart sont recrutés par la force, après avoir été capturés ou menacés⁴⁶. Craignant pour leur vie et celle de leurs proches, ils se résignent à collaborer avec eux⁴⁷.

Plus rarement, cette collaboration se fait contre la promesse de rémunération. Cette approche concernerait notamment les pisteurs, souvent issus de la communauté Mbuti, payés en fève de cacao. La plupart d'entre eux auraient toutefois initialement été pris en otage avant de devenir des collaborateurs.

Le ravitaillement en nourriture et produits pharmaceutiques venant parfois de loin semble montrer que les ADF ont su conserver une chaîne logistique. Butembo est en effet mentionné comme le carrefour commercial auprès duquel ils continuent de s'approvisionner. Pour l'illustrer ceci, des témoins nous ont rapporté des faits qui ont eu lieu en septembre 2024 à Biakato. Un camion en provenance de Butembo s'était arrêté un soir près de l'école primaire

43 Entretien avec un leader des jeunes, Biakato, le 12 janvier 2025.

44 *Idem*.

45 Entretien avec un chef de village, Mambasa Centre, le 10 janvier 2025.

46 *Idem*.

47 Entretien téléphonique avec un humanitaire, Mambasa Centre, le 25 janvier 2025.

Métale. Il contenait notamment du riz, de l'huile, des œufs et des sardines. Cette même nuit, les ADF ont capturé au moins neuf personnes pour les aider à transporter ces produits jusque dans la forêt. Suite aux opérations FARDC-UPDF, ces personnes ont réussi à prendre la fuite⁴⁸.

Les exactions que commettent les ADF poussent les habitants à fuir et à éviter toute cohabitation avec eux⁴⁹. Conscient de sa réputation sulfureuse, le groupe semble avoir peu cherché à établir des liens avec les populations locales, privilégiant l'usage de la force. Certains individus ont été arrêtés à Mambasa suite à des soupçons de collaboration avec les ADF, mais il est souvent difficile de savoir si ces collaborations sont librement consenties ou forcées, comme cela semble être souvent le cas⁵⁰. D'autres faits peuvent toutefois laisser penser que certaines complicités, au moins individuelles, existent. Peu après l'arrivée des ADF en territoire de Mambasa, un incident s'est par exemple produit dans le village de Makumo, où un homme a été lynché par des habitants⁵¹. Cette violence collective était le résultat d'allégations selon lesquelles il aurait apporté son soutien aux ADF.

Un cas similaire est arrivé avec le chef d'un autre village de Mambasa accusé de collaboration avec les ADF. Plusieurs habitants l'ont aperçu en train de vendre des produits de première nécessité aux ADF contre des fèves de cacao. Il avait l'habitude de remonter la rivière Ituri jusqu'à Samboko où ces transactions avaient lieu. Lorsqu'il a été repéré, les services de sécurité se sont lancés à sa recherche, sans succès à ce jour⁵².

Un autre fait a été enregistré au village de Luhindi, situé à l'ouest de Biakato, le 7 septembre 2024. Ce jour-là, sur instruction des ADF, le chef du village avait convoqué une réunion rassemblant les habitants. Cette rencontre a été annoncée comme une simple discussion sur les questions de sécurité. Quelques minutes après le début du rassemblement, les ADF sont arrivées dans le village. Armés et déterminés, leurs combattants ont commencé à capturer plusieurs habitants, tandis que d'autres étaient abattus. Plusieurs villageois ont été emmenés⁵³, pendant

48 Entretien avec un défenseur des droits humains, Biakato, le 13 janvier 2025.

49 Entretien téléphonique avec un humanitaire, Mambasa Centre, le 25 janvier 2025.

50 Entretien avec un habitant du village Ilake, Mambasa Centre, le 11 janvier 2025.

51 Entretien avec une autorité local, Biakato, le 13 janvier 2025.

52 *Idem*.

53 Entretien avec une autorité locale, Biakato, le 13 janvier 2025.

qu'un petit nombre réussissait à s'échapper.

Deux jours plus tard, les services de sécurité, ayant eu connaissance de son rôle dans cette affaire, ont arrêté le chef du village. Ils l'ont qualifié de collaborateur des ADF, le tenant responsable de la mise en place de cette rencontre qui avait précédé à l'attaque du village⁵⁴.

En 2024, un autre chef de village avait écrit une lettre aux responsables du secteur opérationnel Sukola 1 Grand Nord-Kivu (qui s'étend aux zones ADF en Ituri) pour faire part d'informations préoccupantes. Ce document révélait que des membres présumés des ADF avaient été appréhendés par les habitants de Matolo, un village situé dans la chefferie de Babila Bakwanza, à la frontière du Nord-Kivu. Dans la même lettre, le chef du village dénonçait des allégations troublantes des personnes appréhendées qui ont mentionné la complicité d'un commandant des FARDC basé dans le village voisin de Karwenzori. Selon lui, ce militaire était impliqué dans des activités illicites, notamment le ravitaillement en munitions des ADF et l'assistance à leur passage à travers la rivière Ituri. Ces accusations mettent en lumière le problème de la corruption et de la collusion entre certaines autorités militaires et les groupes armés, dont les ADF⁵⁵.

Par ailleurs, lors des premières opérations menées par les UPDF à l'Est de Biakato au mois de septembre 2024, sept militaires des FARDC ont été tués⁵⁶, même s'il n'y avait pas d'opérations officielles FARDC en cours dans cet endroit. Leur présence dans une zone où des ADF avaient été signalés avait profondément troublé les habitants.

Des groupes armés ont également entretenu des liens avec les ADF. C'est le cas du groupe Mai-Mai Kyandenga, déjà cité, qui, au-delà de Beni et Irumu, est aussi présent sur le territoire de Mambasa⁵⁷. Après l'arrestation à Butembo du chef et fondateur de la milice Kyandenga, il a été remplacé par Matabishi Katembo connu sous le pseudonyme « Prof » qui a installé son nouveau quartier général au village Makusi au sud du territoire de Mambasa. Sous pression des FARDC qui le combattaient, ce groupe s'était réfugié sur la rive gauche de la rivière Ebiena. Le

54 Entretien avec un chef de village déplacé, Biakato, le 11 janvier 2025.

55 *Idem*.

56 Entretien avec un membre des autorités locales, Biakato, le 13 janvier 2025.

57 *Radio Okapi*, « Butembo : la CEPADHO salue l'arrestation du chef milicien Kambale », 19 septembre 2022, disponible sur : <https://www.radiookapi.net/2022/09/19/actualite/securite/butembo-la-cepado-salue-larrestation-du-chef-milicien-kambale>.

15 février 2024, Matabishi a été arrêté à son tour par les éléments des FARDC et ses éléments ont décidé de se rendre⁵⁸. Aujourd’hui, le groupe semble inactif. Les Mai-Mai Kifagiyo issu de ce groupe Kyandenga restent actif dans le groupement Bakaiko, dans les villages Makusi et Ngabiya⁵⁹.

D’autres groupes se sont mobilisés contre les ADF. Au mois de mai 2023, le groupe armé FPP/AP s’est établi dans le sud du territoire de Mambasa, dans la zone de Biakato et le long de la RN44 (axe Mambasa-Biakato-Bela). Il provenait du Nord-ouest du territoire de Lubero (zone de Muhangi-Mangurejipa), au Grand Nord-Kivu. Au cours d’une réunion populaire tenue à Elota au sud de Biakato, le 11 juin 2023, ses membres ont déclaré qu’ils venaient en Ituri pour protéger la communauté nande contre les attaques des ADF⁶⁰. Ils étaient toujours présents et tenaient des positions aux villages Kibenete, Central et Mambau (situés respectivement à 5 km, 10 km et 13 km à l’Est de Biakato) en janvier 2025. Leur chef, Kasereka Kasyano dit « Kabidon », a toutefois été arrêté le 12 juin 2025 à Butembo suite à des soupçons de collaboration avec le M23.⁶¹

Ce groupe et d’autres venus de la province du Nord-Kivu opèrent en s’auto-identifiant désormais sous le nouveau nom de *Wazalendo* (patriote). Cette dénomination, qui vise à les légitimer, était initialement utilisée par les groupes en lutte contre le M23⁶². En Ituri, ils prétendent venir chasser les ADF. Mais ils s’illustrent aussi par leur prédateur sur les civils, en exigeant notamment le paiement de redevances⁶³. Selon des sources locales, chaque ménage doit vendre une somme de 2000 francs congolais (environ 1 dollar) toutes les deux semaines (10 000 francs congolais pour les cultivateurs de cacao) en contrepartie de la « protection » des personnes et de leurs biens⁶⁴. Ces groupes nouent parfois des alliances de

58 Entretien avec un défenseur des droits humains, Biakato, le 13 janvier 2025.

59 *Idem*.

60 Entretien avec une autorité locale, Biakato, le 13 janvier 2025.

61 Claude Sengenya, « RDC : le chef milicien Kabido du FPP-AP fait allégeance au M23, des analystes pas surpris », Actualité.cd, 10 mars 2025, disponible sur : <https://actualite.cd/2025/03/10/rdc-le-chef-milicien-kabido-du-fpp-ap-fait-allegeance-au-m23-des-analystes-pas-surpris>.

62 Ebuteli et le Groupe d’étude sur le Congo (GEC), *Fighting Fire with Fire in Eastern Congo : The Wazalendo Phenomenon and the Outsourcing of Warfare*, 16 mai 2025, disponible sur : <https://files.ebuteli.org/assets/05311f55-24d8-46c8-9516-72e2a4f3ac7a>.

63 Entretien avec un commerçant, Biakato, le 14 janvier 2025.

64 Voir jeton de perception (figure 1).

circonstance⁶⁵, comme le 23 mars 2024. Ce jour-là, les Mai-Mai Kabido se sont coalisés avec les Mai-Mai Simba de Mangaribi pour prendre d'assaut le site minier de Muchacha (situé sur la rive droite de la rivière Ituri, au sud du village Badengaido). Lors de la riposte des FARDC, quatre combattants maï-maï ont été tués⁶⁶.

Évoquée avec nos interlocuteurs, la religion ne semble pas être un facteur explicatif de l'expansion des ADF. Contrairement à d'autres groupes armés qui peuvent appeler explicitement à rejoindre leur mouvement ou à adopter une certaine idéologie, les ADF ne semblent pas chercher à promouvoir activement la conversion à l'islam au niveau local, sauf pour ceux qui rejoignent leur camp. Ils procèdent principalement à des recrutements forcés parmi leurs otages, de toutes religions et communautés. Une fois dans les camps, ceux qui échappent à la mort et intègrent leurs rangs doivent se convertir à l'Islam⁶⁷.

Toutefois, certains de nos interlocuteurs ont affirmé que des musulmans tombés entre leurs mains seraient relâchés sans conditions. Ce fut le cas, le 18 juin 2024 dans le village de Kawame, à l'est de Biakato, lorsque des agriculteurs revenant de leurs champs ont été victimes d'une embuscade tendue par les ADF. Les ADF ont alors interrogé leurs victimes sur la date de la fête de l'Eid Mubarak, une célébration importante pour la communauté musulmane. La réponse correcte d'un seul agriculteur a conduit les ADF à le libérer, tandis que les autres ont été exécutés⁶⁸. Autre exemple : le 24 septembre 2024, quatre véhicules quittant Bunia pour Mambasa et Mahagi en direction de Kisangani ont été victimes d'une embuscade tendue par les ADF près du village Kundala-Kundala. L'attaque a été marquée par la brutalité, avec le meurtre d'un chauffeur qui a tenté de fuir. Parmi les trois autres chauffeurs et leurs passagers emmenés en brousse, l'un a révélé être musulman. Ce détail semble avoir joué un rôle déterminant dans le sort qui leur a été réservé : après avoir répondu à des questions relatives à l'islam, lui et ses passagers ont été libérés, tandis que les autres, probablement non-musulmans, ont été emmenés⁶⁹.

Par le passé, certains leaders religieux musulmans semblent toutefois au contraire avoir été ciblés par les ADF, comme les cheikhs Ali Amini et Djamali Musa⁷⁰.

65 Entretien avec un chef de village, Mambasa Centre, le 10 janvier 2025.

66 Entretien avec un défenseur des droits humains, Biakato, le 13 janvier 2025.

67 Entretien avec un leader local, Biakato, le 12 janvier 2025.

68 *Idem*.

69 Entretien avec un leader des jeunes, Biakato, le 12 janvier 2025.

70 *Anadolu*, « RDC : les assassins de deux imams arrêtés à Beni », 16 juillet 2021, disponible sur

La forêt-refuge

Depuis le début des opérations *Shujaa*, les ADF se sont progressivement orientées vers les zones forestières du territoire de Mambasa. Celles-ci ont l'avantage de leur offrir une relative protection contre les frappes de la coalition UPDF-FARDC. Les ADF utilisent principalement ces zones comme habitat. Ils en sortent pour commettre des pillages et des massacres, avant d'y retourner s'y réfugier.

À partir d'avril 2025, les ADF ont semblé mettre en place une stratégie inédite, avec notamment la mise en place d'un système de « jetons »⁷¹ pour les agriculteurs, charbonniers, bûcherons et pêcheurs de la chefferie de Babila-Bakwanza en territoire de Mambasa et de certaines zones du territoire d'Irumu. Il s'agit d'une procédure d'identification et de taxation : après avoir prélevé cette taxe (10 dollars par mois et par personne), et avoir pris leur photo, les ADF s'engagent à leur laisser un libre accès à leur zone d'activité. D'autres taxes sont également prélevées sur les entreprises foncières (25 dollars par hectare) et scies à bois (130 dollars)⁷².

Les ADF ont également pris le contrôle de la zone située au nord du village de Lolwa, hors de la zone d'opération de *Shujaa*⁷³, où ils auraient établi leur nouveau camp principal dit Madina⁷⁴. Le 6 juillet 2025, l'armée ougandaise a lancé une offensive contre ce qui semble être cette position. Dans une communication ultérieure, elle a annoncé avoir pris possession de ce camp le 10 juillet, qui aurait été celui du chef des ADF, Musa Baluku, et aurait comporté entre 1 000 et 1 500 résidents, ainsi que des champs de riz, haricot et de manioc⁷⁵. Cette séquence - tirs d'artillerie suivis, quatre jours plus tard, du déploiement de troupes au sol - semble assez caractéristique de la tactique employée jusqu'à présent par les UPDF. Elle a souvent eu pour effet de laisser aux occupants des camps le temps de fuir et de se regrouper hors de la zone d'opération, souvent plus en

71 Voir un exemple en annexe. Cette procédure semble nouvelle pour les ADF. Toutefois, elle est relativement habituelle pour les groupes Mai-Mai, qui justifient cette pratique par l'effort de guerre que la population leur « devait » pour contribuer à leur protection.

72 Source issue de la société civile locale.

73 Entretien avec un expert des programmes de contre-insurrection travaillant sur les ADF pour une fondation privée.

74 Madina (en référence à la deuxième ville sainte de l'Islam, Médine) est, au sein des ADF, un nom générique pour désigner leur camp principal, déplacé à de nombreuses reprises au cours de l'histoire du groupe.

75 Chris Magezi, Colonel Military Assistant to Chief of Defence Forces (CDF) - UPDF, tweet du 11 juillet 2025, <https://x.com/ChrisOMagezi/status/1943639001446900055?t=rd14QhnozLOYk4jzPmKzQ&s=08>.



profondeur dans le territoire congolais⁷⁶.

Le 30 juin 2023, les Mai-Mai de Kabido ont toutefois affronté les ADF dans la forêt dense de Mayuano, située à 35 km de Mambasa-centre. Vingt-huit otages des ADF ont été libérés, et les forces de Kabido ont réussi à récupérer quatre armes ainsi qu'une pirogue⁷⁷.

L'arrivée des forces ougandaises à Biakato en septembre 2024 a permis de réduire la menace des ADF sur les populations civiles : « *Entre juin et août 2024, les ADF ont tué beaucoup des civils dans la zone située au Sud de Biakato. C'est pour cela que les autorités ont déployé les UPDF qui ont sérieusement attaqué les ADF à partir du mois de septembre 2024.* »⁷⁸ Cette pression a poussé ces derniers à se déplacer encore plus loin vers l'ouest, vers le groupement de Bakaiko, voire pour partie vers la forêt d'Epulu au sein de la Réserve de la faune à okapi. Cette région est encore plus difficile d'accès, principalement en raison de l'absence de routes et de la quasi-inexistence de l'autorité de l'État. Certains autres combattants ADF du camp dirigé par le commandant Abuwakasi se sont déplacés de Mambasa vers le territoire de Lubero qui a depuis connu une nette augmentation du nombre de massacres. C'est ce que nous allons explorer dans la section suivante.

Lubero : nouveau foyer des massacres

La recrudescence des attaques de l'ADF dans le territoire de Lubero commence en juin 2024, quand plusieurs localités se sont vidées de leurs habitants à la suite des incursions répétées des rebelles. Les ADF ont attaqué simultanément plusieurs villages dans le groupement des Baswagha Badiwe près de Cantine dans le secteur de Bapere. Ceci serait l'œuvre du groupe dirigé par Ahmed Mahmoud Hassan, dit Abuwakasi⁷⁹.

Le territoire de Lubero accueillerait par ailleurs le deuxième plus grand camp des ADF, dirigé par Tabaani, qui compterait entre 600 et 800 personnes et serait situé dans l'ouest du territoire, près de la frontière avec la province de la Tshopo⁸⁰.

76 *Idem.*

77 Entretien téléphonique avec un humanitaire à Mambasa, le 15 janvier 2025.

78 Entretien avec une autorité locale, Biakato, le 13 janvier 2025.

79 Voir la partie sur Mambasa pour plus de détails.

80 Entretien avec un expert des programmes de contre-insurrection, travaillant sur les ADF pour une fondation privée.

L'élargissement de leur zone d'influence au territoire de Lubero, a permis aux ADF de s'éloigner des attaques de l'armée Ougandaise (UPDF). Il faut par ailleurs signaler que cette zone, notamment autour de Mangurujipa est également aurifère.

Entre le 1er juin et le 5 novembre 2024, la Monusco dit avoir documenté le nombre considérable de 650 civils tués au cours d'au moins 124 incidents attribués aux ADF⁸¹. Le mois de juin 2024 a été le mois le plus meurtrier jamais enregistré pour les meurtres de civils perpétrés par les ADF, avec plus de 200 morts⁸². Comme à Mambasa, les ADF ont adopté une approche axée sur la survie, s'appuyant

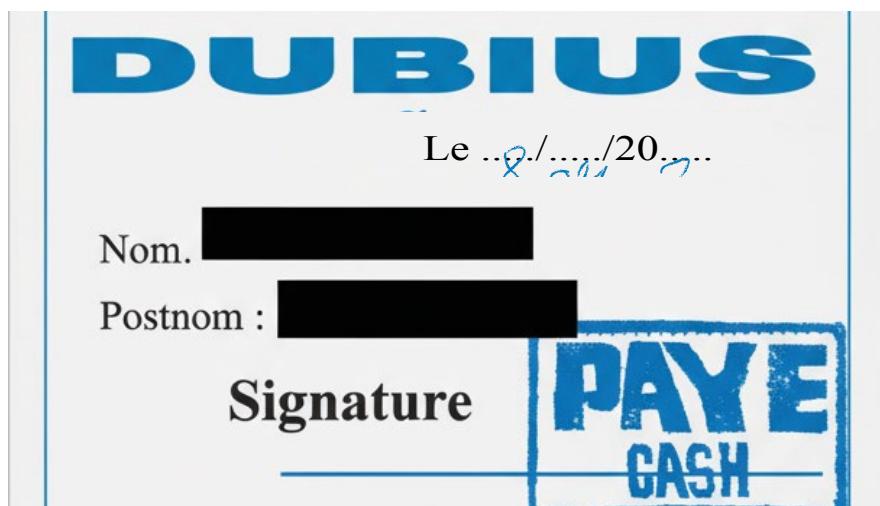


Figure 1 : Exemple anonymisé de jeton émis par les ADF.

sur des embuscades ou des attaques opportunistes sur les routes, les petits villages et les champs, pour piller et tuer tout en se déplaçant.

Les villages de Robinet, Ombole, Makele, Midede, Bandulu, Mabunda, Kely ont été les plus affectés par cette insécurité. Le mois de décembre 2024 a été particulièrement meurtrier dans le secteur de Bapere et une partie de la chefferie des Baswagha. Nous avons pu confirmer la mort de 48 civils, mais le bilan pourrait être plus lourd en raison de la faible couverture téléphonique dans cette zone qui limite l'accès à l'information. Des enlèvements, des pillages, des incendies de maisons, de boutiques, et d'engins roulants ont été documentés.

Le 4 décembre 2024, les autorités locales ont appelé à une assistance d'urgence en faveur des populations qui se sont déplacées vers Mangurujipa et Kambau dans le secteur de Bapere ainsi que Njiapanda dans la chefferie des Baswagha

⁸¹ Nations unies, Groupe d'experts, Rapport de décembre 2024, S/2024/969, disponible sur : <https://docs.un.org/fr/S/2024/969>.

⁸² *Idem.*

à la suite des violences⁸³. Sur les 141 villages que compte le secteur de Bapere, 81 ont été désertés par leurs habitants. Dans la zone de santé Biena, au moins huit des 17 structures sanitaires ont fermé leurs portes. Les neuf autres rendent un service minimum.

D'autres groupes armés locaux sont également actifs dans cette zone et sont installés sur les sites d'exploitation minière du secteur de Bapere. Comme ailleurs dans l'est de la RDC, ces groupes revendiquent le statut de *Wazalendo* (patriotes). Mais l'activisme de ces groupes armés mal contrôlés mettent à mal les efforts dans les opérations conjointes FARDC-UPDF contre les ADF. Certains d'entre eux voulaient d'ailleurs empêcher le mouvement des troupes des UPDF vers cette zone. Ils sont notamment soupçonnés d'être responsables d'embuscades contre les FARDC et UPDF à Vulamba en juillet 2024⁸⁴ et à Mabambi le 17 janvier 2025⁸⁵.

Conclusion

Il ressort clairement de cette analyse que les violences perpétrées par les ADF dans l'est de la RDC suivent une certaine logique. Malgré leur brutalité souvent extrême, les massacres commis par le groupe ont été façonnés à la fois par son idéologie islamiste radicale et par la dynamique locale : le recrutement forcé, l'endoctrinement des combattants et les relations avec les populations civiles locales.

C'est sur ce dernier aspect que nous nous sommes concentrés, en expliquant comment le groupe a été contraint de quitter son bastion traditionnel dans le territoire de Beni pour se diriger vers Mambasa, Irumu et Lubero en raison des opérations militaires menées par les armées ougandaise et congolaise.

À la différence de leur implantation à Béni, dans les années 1990, les ADF ont rencontré d'importantes difficultés à nouer des relations pacifiques avec les communautés locales de ces territoires, notamment en raison du mode

⁸³ Radio Okapi, « Nord-Kivu : 5 000 ménages de déplacés sans assistance à Bapere », 12 décembre 2025, disponible sur <https://www.radiookapi.net/2024/12/05/actualite/securite/nord-kivu-5-000-menages-de-deplaces-sans-assistance-bapere#:~:text=Dans%20un%20m%C3%A9orandum%20adress%C3%A9%20au,faveur%20de%20ces%20personnes%20vuln%C3%A9rables>

⁸⁴ Radio Okapi, « Butembo : 2 morts lors des accrochages entre des jeunes et la coalition FARDC- UPDF », 17 juillet 2024, disponible sur <https://www.radiookapi.net/2024/07/17/actualite/securite/butembo-2-morts-lors-des-accrochages-entre-des-jeunes-et-la-coalition>

⁸⁵ Dieubon Mughenze, « Opérations FARDC-UPDF : 2 militaires tués et dix autres blessés lors d'une embuscade des miliciens Mai-mai à Lubero », Actualité.cd, 18 janvier 2025, disponible sur [Opérations FARDC-UPDF : 2 militaires tués et dix autres blessés lors d'une embuscade des miliciens Mai-mai à Lubero | Actualite.cd](https://actualite.cd/2025/01/18/op%C3%A9rations-farcd-updf-2-militaires-tu%C3%A9s-et-dix-autres-bless%C3%A9s-lors-d'une-embuscade-des-miliciens-mai-mai-%C3%A0-lubero/)

opératoire terroriste qu'elles avaient adopté entre-temps. Ceci explique en partie un recours plus fréquent aux pillages comme moyen d'obtenir les ressources nécessaires à leur subsistance.

En 2022, en faisant bilan d'un an opération *Shujaa*⁸⁶, nous nous étions interrogés sur la stratégie poursuivie. Aujourd'hui, nous pouvons dire que les opérations ont certes permis de détruire certains campements semi-permanents des ADF et les ont poussées à fuir. Les UPDF ont continué à faire usage de moyens aériens et de leur artillerie. Mais les ADF se sont adaptés à ce mode opératoire en se déplaçant par petits groupes moins repérables. Dans leur errance, ils ont trouvé des nouveaux lieux de refuge et de nouvelles occasions de massacrer les civils sans défense. C'est ainsi que le territoire de Mambasa, avec son couvert forestier, est devenu un de leurs lieux de refuge de prédilection. Ils ont aussi atteint le secteur de Bapere en territoire de Lubero qui est désormais le foyer des massacres. Tandis que les civils du secteur de Rwenzori, de la chefferie de Watalinga et des Bashu, proches de la frontière ougandaise, peuvent remercier les UPDF qui leur ont permis de retrouver de la sécurité, le bilan est beaucoup plus mitigé pour les territoires plus éloignés. La cité d'Oïcha, bien que située dans la zone d'opération de *Shujaa*, a par exemple été encore touchée par des massacres en août 2025⁸⁷. Les victoires militaires et la relative bonne acceptation des UPDF dans leurs zones de déploiement ne signifient en effet pas des gains en termes de protection de civils. Il est nécessaire que les opérations s'accompagnent de mesures de protection des ces derniers, ce qui implique la présence en nombre suffisant de membres des forces de sécurité sur l'ensemble des territoires où les ADF sont susceptibles de se replier, ainsi que des ressources suffisantes pour ces forces.

Si les ADF présents dans leurs nouvelles zones d'influence n'ont pour l'instant pas réussi à établir des relations stables avec les communautés locales, notamment du fait de leur grande mobilité, ils ont vraisemblablement tenté de le faire dans certaines zones et il n'est pas exclu qu'ils finissent par y parvenir, s'ils en ont la possibilité.

86 Reagan Miviri, « Opérations de l'armée ougandaise contre les ADF : quel bilan après un an? », Ebuteli, 14 décembre 2022, disponible sur : <https://www.ebuteli.org/publications/blogs/operations-de-l-armee-ougandaise-contre-les-adf-quel-bilan-apres-un-an>.

87 Radio Okapi, « Instabilité sécuritaire à Beni : au moins neuf morts et des maisons incendiées lors d'une attaque des ADF », 17 août 2025, disponible sur : <https://www.radiookapi.net/2025/08/17/actualite/securite/instabilite-securitaire-beni-au-moins-neuf-morts-et-des-maisons>.

La faible coordination entre les FARDC et les UPDF et le redéploiement des FARDC pour combattre le M23 font partie des défis majeurs. Le 20 juin 2025, un protocole d'entente signé entre les armées congolaise et ougandaise a consacré la présence des UPDF sur le territoire de Mambasa, durement touché par les ADF comme indiqué dans ce rapport. Mais il a aussi avalisé cette présence – déjà effective depuis plusieurs mois – dans les nouveaux territoires de l'Ituri, dont ceux de Djugu et Mahagi – où elles doivent lutter contre d'autres groupes armés comme la Codeco. Ceci confirme que l'objectif de *Shujaa* n'est pas uniquement – et peut-être pas principalement – d'éradiquer les ADF. Cette nouvelle stratégie présente en outre le risque de diluer les capacités de protection des civils et de traque des ADF, particulièrement sur les territoires de Mambasa et Lubero, où ils ont trouvé refuge.

Il n'existe pas de solution miracle pour démanteler l'ADF, un groupe présent sur le sol congolais depuis maintenant trente ans. Nous avons présenté ci-dessous quelques suggestions, mais toutes reposent sur la volonté politique.

Le gouvernement congolais, en particulier, devra s'engager beaucoup plus sérieusement à investir les ressources nécessaires pour mener des opérations militaires ciblées, lutter contre la corruption et les abus au sein de ses services de sécurité, démanteler les groupes armés et donner aux responsables administratifs locaux et aux groupes de la société civile le pouvoir et les moyens nécessaires pour promouvoir la réconciliation communautaire.

Recommandations

Pour les gouvernements de RDC et de l'Ouganda :



Mieux prendre en compte la nécessité de la protection des civils. Elle devrait notamment intégrer des forces de proximité dans les zones vulnérables aux incursions des ADF, formées et équipées pour y faire face.



Renforcer la coordination entre les FARDC et les UPDF et mieux communiquer à son sujet en publiant régulièrement des informations sur leurs déploiements et opérations.



Améliorer la stratégie de l'opération *Shujaa*, en menant notamment davantage d'opérations de ratissage au sol, notamment dans les zones éloignées de la frontière ougandaise.



Renforcer la coopération entre l'opération *Shujaa* et la population locale à travers des initiatives de protection communautaires, telles que les conseils de sécurité locaux, au sein desquels les dirigeants locaux peuvent exprimer leurs préoccupations, ainsi que grâce aux assistants de liaison communautaire mis en place par la Monusco.

Pour le gouvernement de la RDC :

Lutter plus efficacement contre le trafic d'armes et autres activités illicites au sein des FARDC est primordial pour lutter efficacement contre les ADF, comme contre les autres groupes armés. Ces activités éloignent les soldats congolais de leur mission, renforcent leurs adversaires et créent des opportunités pour d'autres groupes cherchant à tirer partie du chaos. Parmi ces mesures, une rotation plus régulière des commandants et unités des FARDC est nécessaire, de même qu'une amélioration des conditions de vie des militaires, une meilleure traçabilité des armes et munitions, des inspections régulières et des sanctions le cas échéant.

Démobiliser les groupes armés dits *Wazalendo*, déployés sous le prétexte de protéger les populations.

Améliorer la gestion des conflits locaux, en particulier des conflits fonciers et pour le pouvoir local. Si ces conflits ne sont pas le cœur des motivations des ADF et n'expliquent que peu leurs déplacements, ils sont parfois exploités et instrumentalisés par ce groupe et rendent plus difficile la cohésion des communautés locales face à cette menace.

Pour le gouvernement de la RDC :



Lutter plus efficacement contre le trafic d'armes et autres activités illicites au sein des FARDC est primordial pour lutter efficacement contre les ADF, comme contre les autres groupes armés. Ces activités éloignent les soldats congolais de leur mission, renforcent leurs adversaires et créent des opportunités pour d'autres groupes cherchant à tirer partie du chaos. Parmi ces mesures, une rotation plus régulière des commandants et unités des FARDC est nécessaire, de même qu'une amélioration des conditions de vie des militaires, une meilleure traçabilité des armes et munitions, des inspections régulières et des sanctions le cas échéant.



Démobiliser les groupes armés dits *Wazalendo*, déployés sous le prétexte de protéger les populations.



Améliorer la gestion des conflits locaux, en particulier des conflits fonciers et pour le pouvoir local. Si ces conflits ne sont pas le cœur des motivations des ADF et n'expliquent que peu leurs déplacements, ils sont parfois exploités et instrumentalisés par ce groupe et rendent plus difficile la cohésion des communautés locales face à cette menace.

L'ensemble de nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur www.ebuteli.org

Ebuteli
1 Av de la paix, Kinshasa, Gombe

www.ebuteli.org

Congo Research Group/Center on International
Cooperation at New York University

777 United Nations Plaza, 8th Fl. New York, NY 10017,
United States.

www.congoresearchgroup.org / www.cic.nyu.edu